
1917

Les chapitres I-III et V ont été publiés le 20 (7) octobre 1917 dans le journal «Rabotchi Pout» n° 30.

Le chapitre VI a été publié pour la première fois en 1924.

Signé: N. LÉNINE

Les chapitres I-III sont conformes au texte du journal, les chapitres V-VI, au manuscrit

Œuvres t. 26, pp. 68 - 79 Paris-Moscou,

Lénine

La crise est mûre [1]

I

Il est hors de doute que la fin de septembre nous a apporté le tournant le plus grand de l'histoire de la révolution russe et, selon toutes les apparences, de l'histoire de la révolution mondiale.

La révolution ouvrière mondiale a commencé par l'action de combattants isolés qui représentaient avec un indomptable courage tout ce qui restait d'honnête dans le «socialisme» officiel pourri, et en fait dans le social-chauvinisme. Liebknecht en Allemagne, Adler en Autriche, MacLean en Angleterre : tels sont les noms les plus connus de ces héros isolés qui ont assumé la lourde tâche d'être les précurseurs de la révolution mondiale.

La deuxième étape dans la préparation historique de cette révolution a été la vaste fermentation des masses qui a pris la forme de scission au sein des partis officiels, de publications illégales et de manifestations de rue. La protestation contre la guerre grandissait et le nombre des victimes des persécutions



Première page du journal Rabotchi Pout n°30 du 20 (7)octobre 1917 dans lequel est publié l'article de V. Lénine "La crise est mûre".

gouvernementales augmentait. Les prisons des pays réputés pour leur respect de la légalité et même de la liberté, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Angleterre, commençaient à se remplir de dizaines et de centaines d'internationalistes, d'adversaires de la guerre, de partisans de la révolution ouvrière.

Et voici aujourd'hui la troisième étape que l'on peut appeler le prélude de la révolution. Les arrestations en masse des chefs du parti dans la libre Italie et surtout le début de *mutineries militaires* en Allemagne [2] sont les symptômes irrécusables d'un grand tournant, les symptômes d'une *veille de révolution* à l'échelle mondiale.

Il est hors de doute que l'Allemagne a déjà connu des exemples isolés de rébellion parmi la troupe, mais ils étaient si insignifiants, si dispersés, si faibles qu'on réussissait à les étouffer, à les passer sous silence, et c'était là l'essentiel pour entraver la *contamination des masses* par ces actes de rébellion. Enfin, l'heure est arrivée où dans la flotte le mouvement a atteint un tel degré de maturité qu'on n'a pas réussi à l'étouffer ni à le passer sous silence, malgré toutes les rigueurs que le régime allemand de bague militaire a élaborées avec un art sans précédent et appliquées avec un incroyable esprit de routine.

Le doute n'est plus possible. Nous sommes au seuil de la révolution prolétarienne mondiale. Et comme nous sommes, nous bolchéviks russes, les seuls internationalistes prolétariens du monde à jouir d'une liberté immense en somme, à avoir un parti légal, une vingtaine de journaux, comme nous avons avec nous les Soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales et la *majorité* des masses en période révolutionnaire, on peut et on doit en vérité nous appliquer les paroles : « Il vous a été beaucoup donné, il vous sera beaucoup demandé. »

En Russie, le grand tournant de la révolution est incontestablement arrivé.

Dans ce pays paysan, sous un gouvernement républicain révolutionnaire jouissant du soutien des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, qui dominaient hier encore au sein de la démocratie petite-bourgeoise, un *soulèvement paysan* grandit.

C'est incroyable, mais c'est un fait.

Et ce fait ne nous étonne pas, nous bolchéviks ; nous avons toujours dit que le gouvernement de la fameuse «coalition» avec la bourgeoisie était le gouvernement de la *trahison* envers la démocratie et la révolution, le gouvernement du massacre *impérialiste*, le gouvernement qui *protège contre* le peuple les capitalistes et les propriétaires fonciers.

En Russie, grâce à la duplicité des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, il est resté et il reste encore sous la république, en période révolutionnaire, à côté des Soviets, un gouvernement de capitalistes et de propriétaires fonciers. Telle est l'amère et menaçante réalité. Quoi d'étonnant si, en Russie, en présence des calamités sans nom que le peuple subit du fait de la prolongation de la guerre impérialiste et de ses conséquences, le soulèvement paysan a commencé et s'étend ?

Quoi d'étonnant si les adversaires des bolchéviks, les chefs du parti socialiste-révolutionnaire *officiel*, de ce parti qui n'a pas cessé de soutenir la «coalition », de ce parti qui jusqu'à ces derniers jours ou jusqu'à ces dernières semaines a eu la majorité du peuple pour lui, de ce parti qui continue à désapprouver et à molester les «nouveaux» socialistes-révolutionnaires convaincus que la politique de coalition trahit les intérêts de la paysannerie, - quoi d'étonnant si ces chefs du parti socialiste-révolutionnaire officiel écrivent dans l'éditorial de leur organe officiel le *Diélo Naroda* du 29 septembre :

«...Presque rien n'a été fait jusqu'ici pour mettre fin au régime d'asservissement qui règne encore dans les campagnes, précisément du centre de la Russie... La loi sur la réglementation du régime agraire, déposée depuis longtemps déjà au Gouvernement provisoire et qui avait même franchi ce purgatoire qu'est la Conférence juridique, cette loi reste désespérément enfouie dans on ne sait quels bureaux... N'avons-nous pas raison d'affirmer que notre gouvernement républicain est encore loin de s'être affranchi des vieilles habitudes de l'administration tsariste, que la poigne de Stolypine se fait encore fortement sentir dans les procédés des ministres révolutionnaires.»

Voilà comment s'expriment les socialistes-révolutionnaires officiels ! Réfléchissez-y : les partisans de la coalition se voient *contraints* d'avouer que, après sept mois de révolution dans un pays agraire, « presque rien n'a été fait pour supprimer l'asservissement » des paysans, pour supprimer leur oppression par les propriétaires fonciers. Ces socialistes-révolutionnaires se voient *contraints* de qualifier du nom de *Stolypine* leur collègue Kérenski et toute sa bande de ministres !

Peut-on trouver, de la part de nos adversaires, témoignage plus éloquent, attestant non seulement que la coalition a fait faillite, non seulement que les socialistes-révolutionnaires officiels qui tolèrent Kérenski sont devenus un parti *ennemi du peuple, ennemi des paysans, ennemi de la révolution*, mais encore que toute la révolution russe est arrivée à un tournant ?

Le soulèvement paysan dans notre pays agraire est dirigé contre le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Kérenski, contre les menchéviks Nikitine et Gvozdev, contre les autres ministres qui représentent le capital et les intérêts des propriétaires fonciers ! Le gouvernement républicain veut étouffer ce soulèvement *par les armes*.

Peut-on, en présence de tels faits, rester de bonne foi partisan du prolétariat et nier que la crise soit mûre, que la révolution en soit à son plus grand tournant, que la victoire du gouvernement sur le soulèvement paysan sonnerait maintenant le glas de la révolution, signifierait le triomphe du régime Kornilov ?

III

Il est de toute évidence que si, dans un pays agraire, après sept mois de république démocratique, les choses ont pu en venir à un soulèvement paysan, la preuve irréfutable est faite de la faillite de la révolution dans le pays entier, du degré d'acuité inouï qu'a atteint la crise, de la marche des forces contre-révolutionnaires vers *l'effort suprême*.

Voilà qui est de toute évidence. Devant un fait tel que le soulèvement paysan, tous les autres symptômes politiques, même s'ils contredisaient le degré de maturité de la crise dans le pays entier, seraient absolument dénués de toute importance.

Mais tous les symptômes indiquent., au contraire, précisément que la crise générale est mûre.

Après la question agraire, ce qui dans la vie de tout l'Etat russe a une importance exceptionnelle, surtout pour les masses petites-bourgeoises de la population, c'est la question nationale. Et nous voyons que, à la Conférence «démocratique» truquée par Monsieur Tsérétéli et consorts, la curie «nationale», par son radicalisme, occupe la deuxième place, ne le cédant qu'aux syndicats et laissant *loin derrière* elle la curie des Soviets de députés ouvriers et soldats, d'après le pourcentage des voix émises *contre* la coalition (40 sur 55). Le gouvernement Kérénski, gouvernement de la répression du soulèvement paysan, rappelle de Finlande les troupes révolutionnaires afin de renforcer la bourgeoisie réactionnaire finlandaise. En Ukraine, les conflits des Ukrainiens en général et des troupes ukrainiennes en particulier avec le gouvernement, sont de plus en plus fréquents.

Considérons ensuite l'armée qui, en temps de guerre, a une importance exceptionnelle dans la vie de l'Etat. Nous avons vu les troupes de Finlande et la flotte de la Baltique *se détacher* complètement du gouvernement.. Nous voyons le témoignage de l'officier non bolchévik Doubassov qui dit au nom de toutes les troupes du front, d'une façon plus révolutionnaire que tous les bolchéviks, que les soldats ne se battront plus [3]. Nous voyons les rapports gouvernementaux qui parlent de la « nervosité » des soldats, qui disent qu'on ne peut répondre de l'« ordre » (c'est-à-dire de la participation de ces troupes à la répression du soulèvement paysan). Nous voyons enfin les élections à Moscou où sur dix-sept mille soldats quatorze mille votent pour les bolchéviks.

Ce vote aux élections des Doumas d'arrondissements de Moscou est, d'une manière générale, l'un des symptômes les plus frappants du revirement extrêmement profond qui s'accomplit dans l'état d'esprit de la nation. Que Moscou soit une ville plus petite-bourgeoise que Pétrograd, tout le monde le sait. Que le prolétariat de Moscou ait infiniment plus d'attaches avec la campagne, plus de sympathie pour les paysans, une mentalité plus proche de celle des paysans, c'est un fait maintes fois confirmé, un fait incontestable.

Et voici qu'à Moscou les suffrages recueillis par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks tombent de 70% en juin à 18%. La petite bourgeoisie a tourné le dos à la coalition, le peuple s'est détourné d'elle, aucun doute n'est possible. Les cadets

sont passés de 17% à 30%, mais ils demeurent une minorité, une minorité qui n'a aucune chance, malgré l'alliance évidente qu'ont faite avec eux les socialistes-révolutionnaires «de droite» et les menchéviks «de droite». Et les *Rousskié Viédomosti* [4] déclarent que le nombre *absolu* des suffrages recueillis par les cadets est tombé de 67000 à 62000. Seuls les suffrages en faveur des bolchéviks sont passés de 34000 à 82000. Ils ont obtenu 47% du total des voix. Que nous ayons maintenant avec les socialistes-révolutionnaires de gauche la majorité à la fois dans les Soviets, dans l'année et dans le pays, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Et au nombre des symptômes qui ont non seulement une valeur de symptômes, mais encore une valeur réelle, s'ajoute encore celui-ci : les armées de cheminots et de postiers, qui ont une importance énorme du point de vue économique, politique et militaire, se trouvent encore en conflit aigu avec le gouvernement [5], à tel point que même les menchéviks jusqu'aboutistes sont mécontents de «leur» ministre Nikitine et que les socialistes-révolutionnaires officiels traitent Kérenski et consorts de « Stolypine ». N'est-il pas clair que ce « soutien » que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires prêtent au gouvernement n'a qu'une valeur négative, si tant est qu'il en ait une.

IV

.....
.....

V

Oui, les chefs du Comité exécutif central appliquent une tactique juste de défense de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Et il est hors de doute que les bolchéviks, s'ils se laissaient prendre au piège des illusions constitutionnelles, de la « foi » dans le Congrès des Soviets et dans la convocation de l'Assemblée constituante, au piège de l'« attente » du Congrès des Soviets, etc., - il n'y a pas de doute que ces bolchéviks seraient des *traîtres méprisables* à la cause du prolétariat.

Ils seraient, traîtres à cette cause, car par leur conduite ils trahiraient les ouvriers révolutionnaires allemands qui ont commencé à se soulever dans la flotte. Dans ces conditions, « attendre » le Congrès des Soviets, etc., c'est *trahir*

l'internationalisme, trahir la cause de la révolution socialiste internationale.

Car l'internationalisme ne consiste pas en paroles, en expressions de solidarité, en résolutions, mais en *actes*.

Les bolchéviks seraient traîtres à la *paysannerie*, car tolérer qu'un gouvernement, que le *Dièlo Naroda* lui-même compare à celui de Stolypine, écrase le soulèvement paysan, c'est perdre toute la révolution, la perdre à jamais et sans retour. On crie à l'anarchie et à l'indifférence croissante des masses : comment les masses pourraient elles ne pas être indifférentes à l'égard des élections, quand la paysannerie en est *réduite à se soulever*, et quand la prétendue «démocratie révolutionnaire» supporte patiemment que ce soulèvement soit écrasé par les armes !!

Les bolcheviks seraient traîtres à la démocratie et à la liberté, car supporter la répression du soulèvement paysan en un tel moment, *c'est* permettre de falsifier les élections à l'Assemblée constituante, *exactement comme* l'ont été, de façon pire encore et plus grossière, la «Conférence démocratique» et le «préparlement».

La crise est mûre. Tout l'avenir de la révolution russe est en jeu. Tout l'honneur du Parti bolchévik est en question. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est en jeu.

La crise est mûre...

29 septembre 1917.

Jusqu'ici, on peut publier le texte ; la suite est à *distribuer aux membres du Comité Central, du Comité de Pétrograd, du Comité de Moscou et des Soviets*.

VI

Que faire ? Il faut aussprechen vas ist, « dire ce qui est », reconnaître la vérité, à savoir qu'il existe chez nous, au Comité Central et dans les milieux dirigeants du parti, un courant ou une opinion en faveur de l'*attente* du Congrès des Soviets et *hostile* à la

prise immédiate du pouvoir, *hostile* à l'insurrection immédiate. Il faut, *vaincre* ce courant ou cette opinion [6].

Autrement, les bolchéviks *se déshonoreraient* à tout jamais et *seraient réduits à zéro* en tant que parti.

Car laisser échapper l'occasion présente et « attendre » le Congrès des Soviets serait une *idiotie complète* ou une *trahison complète*.

Trahison complète à l'égard des ouvriers allemands. Nous n'allons tout de même pas attendre le départ de leur révolution !! Alors, même les Liber-Dan seront partisans de la « soutenir ». Mais elle *ne peut pas commencer*, tant que Kérénski, Kichkine et Cie sont au pouvoir.

Trahison complète à l'égard de la paysannerie. Alors que nous avons les Soviets des deux *capitales*, laisser écraser le soulèvement paysan, c'est *perdre* et, *mériter de perdre* toute confiance de la part des paysans, c'est se mettre aux yeux des paysans sur le même plan que les Liber-Dan et autres canailles.

« Attendre » le Congrès des Soviets est une idiotie complète, car c'est laisser s'écouler des *semaines* ; or, à l'heure actuelle, les semaines et même les jours décident de *tout*. C'est *renoncer* lâchement à la prise du pouvoir, car le 1er et le 2 novembre elle sera impossible (pour des raisons à la fois politiques et techniques : on réunira les cosaques pour le jour sottement « fixé » [7] de l'insurrection.

« Attendre » le Congrès des Soviets est une idiotie, car le congrès **NE DONNERA RIEN**, *ne peut rien donner* !

La portée « morale » ? A merveille ! ! La « portée » des résolutions et des conversations avec les Liber-Dan, alors que nous savons que les Soviets sont *pour* les paysans et qu'on *écrase* le soulèvement paysan !! Nous réduirions par là les Soviets au rôle de méprisables bavards. Battez d'abord Kérénski, puis convoquez le congrès.

La victoire de l'insurrection est *assurée* maintenant aux bolchéviks : 1) nous pouvons [8] (si nous n'« attendons » pas le Congrès des Soviets) frapper à *l'improviste* à partir de trois points : de Pétrograd, de Moscou, de la flotte de la Baltique ; 2) nous avons

des mots d'ordre qui nous assurent le soutien des masses : à bas le gouvernement qui écrase le soulèvement paysan contre les propriétaires fonciers ! 3) nous avons la majorité *dans le pays* ; 4) le désarroi est total chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ; 5) nous avons la possibilité technique de prendre le pouvoir à Moscou (qui pourrait même commencer afin de frapper l'ennemi d'un coup imprévu) ; 6) nous avons à Pétrograd des *milliers* d'ouvriers et de soldats en armes qui peuvent *d'un seul coup* s'emparer à la fois du Palais d'Hiver, du Quartier Général, du Central téléphonique et de toutes les grandes imprimeries ; on ne nous chassera pas de là, - et l'agitation dans l'*armée* sera telle qu'il sera *impossible* de combattre ce gouvernement de la paix, de la terre aux paysans, etc.

Si nous frappons d'un coup, à l'improviste, à partir de trois points, à Pétrograd, à Moscou, dans la flotte de la Baltique, nous avons quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de vaincre avec moins de pertes que nous n'en avons eu les 3-5 juillet, car les troupes *ne marcheront pas* contre un gouvernement de paix. Si même Kérénski a *déjà* une cavalerie «fidèle », etc., à Pétrograd, en face d'une attaque venue de deux côtés et devant la sympathie de l'*armée pour nous*, Kérénski sera contraint de *se rendre*. Si avec nos chances d'aujourd'hui nous ne nous saisissons pas du pouvoir, tous les propos sur le pouvoir des Soviets ne sont que *mensonge*.

Ne pas prendre le pouvoir maintenant, « attendre », bavarder au Comité exécutif central, se borner à « combattre pour l'organe » (le Soviet), « combattre pour le congrès », *c'est causer la perte de la révolution*.

Le Comité Central ayant laissé *même sans réponse* mes instances là-dessus depuis le début de la Conférence démocratique, et comme l'organe central *biffe* dans mes articles les indications que je donne sur les erreurs criantes des bolchéviks, telles que la décision déshonorante de participer au préparlement, que l'attribution d'un siège aux menchéviks au présidium du Soviet, etc., etc., force m'est de voir là une allusion « délicate » au refus du Comité Central de débattre même la question, une allusion délicate au bâillonnement et à l'invitation à me retirer.

Je dois *présenter ma demande de démission du Comité Central*, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, *dans les rangs* du parti et au congrès du parti.

Car ma conviction la plus profonde est que, si nous « attendons » le Congrès des Soviets et laissons tout de suite échapper l'occasion, nous causons la perte de la révolution.

29/IX.

N. Lénine

P.S. Toute une série de faits attestent que même les troupes cosaques ne marcheront pas contre le gouvernement de la paix ! Mais combien sont-elles ? Où sont-elles ? Et l'armée tout entière n'équipera-t-elle pas des unités *pour* nous ?

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. L'article « La crise est mûre » écrit à Vyborg, contenait six chapitres, le chapitre VI, le dernier, devant être « distribué aux membres du Comité central, du Comité de Pétersbourg, du Comité de Moscou et des Soviets » et non pas publié. Seuls les chapitres V et VI existent en manuscrit. Le journal *Rabotchi Pout* qui publia pour la première fois dans le n° 30, le 20 (7) octobre 1917, cet ouvrage, n'en inséra que quatre chapitre, l'un étant omis. Le chapitre V figura à la place du chapitre IV, ce qui put être relevé plus tard après confrontation du texte du journal avec le manuscrit du chapitre V. Les périodiques bolchéviques donnèrent une large diffusion à l'article « La crise est mûre ». [N.E.]

[2]. Lénine a en vue les mutineries qui éclatèrent parmi les matelots de la flotte allemande en août 1917. Une organisation révolutionnaire des matelots, comptant à la fin de juillet 1917 quelque quatre mille membres, dirigea le mouvement. Les marins Maxe Reichspietsch et Albin Köbis du « Friedrich der Grosse » furent à la tête de l'organisation. Celle-ci adopta la résolution de lutter pour une paix démocratique et de préparer une insurrection. Début août commencèrent des actions ouvertes dans la flotte. Les matelots du bâtiment de ligne « Prinze-régent Luitpold », qui mouillait à Wilhelmshaven, quittèrent le navire pour libérer leurs camarades arrêtés pour avoir participé à la grève qui avait eu lieu précédemment. Le 16 août, les chauffeurs du bâtiment « La Westphalie » refusèrent le travail. Presque simultanément l'équipage du « Nuremberg » se révolta en pleine mer. Les troubles gagnèrent d'autres navires à Wilhelmshaven. Les mutineries furent férocement réprimées. Les chefs du mouvement, Reichspietsch et Köbis furent fusillés, d'autres participants actifs condamnés à de lourds peines de travaux forcés. [N.E.]

[3]. Il s'agit de l'intervention de l'officier Doubassov, venu du front, a la séance du Soviet de Pétrograd, le 21 septembre (4 octobre) 1917. Il déclara : « Quoi qu'on dise ici, les soldats ne se batront plus. » [N.E.]

[4]. Les «*Rousskié Viédomosti*» (L'Information russe), journal paraissant à Moscou depuis 1863, exprimait les opinions des intellectuels libéraux modérés. A partir de 1905, organe des cadets ; interdit en 1918, comme divers autres organes contre-révolutionnaires. [N.E.]

[5]. Il s'agit de la grève des ouvriers et des employés de chemins de fer russes qui exigeaient une augmentation de salaire. La grève commença dans la nuit du 23 au 24 septembre (du 6 au 7 octobre) 1917. Le Gouvernement provisoire sonna l'alarme. La presse bourgeoise s'acharna contre les grévistes. Le Comité central du P.O.S.D.(b)R. examina la question de la grève des cheminots à sa séance du 24 septembre (7 octobre). Dans son message «*Aidons les cheminots* » publié dans le *Rabotchi Pout*, il dénonçait la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire, et appelait tous les prolétaires à entourer les cheminots d'une atmosphère de sympathie, à les préserver contre les persécutions et les attaques des provocateurs contre-révolutionnaires, à ne pas permettre que la grève soit isolée et écrasée. La grève se termina dans la nuit du 26 au 27 (9 au 10 octobre) 1917, après que le Gouvernement provisoire eut en partie satisfait les revendications des cheminots. [N.E.]

[6]. Il s'agit de la position de Kaménev, Zinoviev et Trotski et de quelques autres. Kaménev et Zinoviev s'élevèrent contre le plan de Lénine d'insurrection armée, cherchant à démontrer que la classe ouvrière de Russie n'était pas capable de réaliser la révolution socialiste. Ils rejoignirent la position des menchéviks, défenseurs de la république bourgeoise. Trotski insista pour que l'on remette l'insurrection jusqu'à la convocation du IIe Congrès des Soviets de Russie, ce qui signifiait en réalité la torpiller, en donnant le temps au Gouvernement provisoire de concentrer les forces suffisantes pour écraser toute action. [N.E.]

[7]. «*Convoquer* » le Congrès des Soviets au 20 octobre pour décider «*la Prise du pouvoir* », n'est-ce pas tout comme «*fixer*» sottement la date de l'insurrection ? ? On peut prendre le pouvoir aujourd'hui, mais du 20 au 29 octobre, on ne vous le laissera pas prendre. *Note de Lénine*

[8]. Qu'a fait le parti pour *étudier* les stationnements des troupes, etc.? pour traiter l'insurrection comme un «*art* » ? rien que des Conversations au Comité exécutif central, etc. !! *Note de Lénine*
